Nonviolent Peaceforce



Etude de cas

PREVENIR L'ESCALADE, RESTAURER LA COHESION

Une expérience réussie de résolution pacifique des conflits dans la chefferie de Buhavu

République Démocratique
du Congo

Lorsque des glissements de terrain meurtriers ont frappé Bushushu et Nyamukubi le 4 mai 2023, près de 794 foyers ont fui vers la plantation Katashola dans le village de Muhongoza, territoire Kalehe – s'installant sans planification préalable sur des terres agricoles dont dépendait la communauté hôte pour se nourrir et gagner ses revenus.

En deux ans, ce qui avait commencé comme une solidarité post-catastrophe s'est détérioré en une grave crise intercommunautaire : les huttes étaient brûlées la nuit, les marchés devenaient dangereux, et les deux communautés perdirent l'accès à leurs moyens de subsistance. Cette étude de cas examine comment la facilitation par NP d'un processus de dialogue communautaire structuré a interrompu ce cycle et ce qui l'a fait fonctionner.

Contexte et moteurs de tension

Muhongoza est un village agricole situé dans la chefferie de Buhavu, territoire de Kalehe. Ses habitants dépendaient depuis longtemps de la plantation Katashola (louant des parcelles, cultivant des vivres, travaillant comme journaliers) pour leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Après les glissements de terrain de 2023, des ménages déplacés de Bushushu et Nyamukubi se sont installés sur ces mêmes terres. Au début, les habitants de Muhongoza les ont accueillis, le chef du village déclarant que son peuple acceptait les déplacés : « nous vivrons ensemble. »

Mais à mesure que les déplacements s'étendaient de plusieurs semaines à des mois, puis des années, la survie sur la plantation n'était plus un choix mais une nécessité pour les ménages déplacés. Pour les habitants de Muhongoza qui avaient payé des loyers avant la catastrophe et n'avaient jamais été remboursés, ou qui se retrouvaient barricadés hors de leurs propres champs lorsque le camp fut clôturé, y compris des sections qu'aucune personne déplacée n'utilisait, la situation devint de plus en plus intenable.

Début 2025, l'avancée du M23 dans le Sud-Kivu avait déclenché une seconde vague de déplacements dans la même zone, et plusieurs acteurs humanitaires avaient réduit ou mis fin à leur présence en raison de l'insécurité, laissant les deux communautés sans soutien ni aucun mécanisme fonctionnel pour résoudre les différends.

Trois facteurs qui se chevauchent ont poussé la situation vers une escalade:

- **Terres et moyens de subsistance contestés :** Les ménages déplacés n'avaient pas d'alternative viable à rester sur la plantation, mais pour les habitants de Muhongoza qui dépendaient de ces terres pour leur nourriture et leurs revenus, l'occupation prolongée entraînait des dommages économiques. Les loyers ne furent pas remboursés, les champs devinrent inaccessibles, et aucune règle claire d'usage des terres n'existait pour gérer la situation.

- **Rupture dans la gestion coutumière des conflits :** Certains résidents du camp ont refusé de reconnaître l'autorité du chef du village de Muhongoza, la figure habituelle qui médierait normalement les conflits locaux. Ce rejet a été perçu par la communauté hôte comme un défi à leur identité et à leur gouvernance, et a supprimé le principal mécanisme local de gestion des conflits.
- **Compétition intercommunautaire et méfiance :** la rareté des ressources, la concurrence pour l'accès humanitaire et des rumeurs persistantes de favoritisme humanitaire ont accentué la polarisation entre les deux communautés. Sans forum fonctionnel pour les griefs, des tensions ont surgi dans la vie quotidienne. Les membres des deux communautés se sont publiquement accusés. Les résidents déplacés ont cessé d'aller au marché de Muhongoza par crainte de harcèlement. Les habitants de Muhongoza ont cessé de traverser le camp pour atteindre leurs champs. La nuit, les huttes du camp étaient incendiées.

Intervention de NP

L'intervention du NP a commencé par la reconnaissance qu'aucun dialogue ne pouvait avoir lieu tant que les deux parties, y compris leurs dirigeants, refusaient de s'exprimer. Avant tout processus formel, le NP a mené une diplomatie stratégique de navette avec les deux communautés – plus de dix réunions consultatives distinctes avec des membres de la communauté et des dirigeants de chaque camp, y compris les chefs de Muhongoza et Bushushu – afin d'entendre de manière indépendante les griefs, de clarifier les perceptions et de commencer à instaurer la confiance minimale nécessaire à une conversation directe.

> *« Nous avions peur de nous rencontrer. Chacune restait dans son coin. Mais nous savions aussi que continuer ainsi ne pouvait pas apporter la paix à nos enfants. »*
> *Une participante femme au dialogue*

Une fois que les deux parties ont indiqué leur disponibilité, le NP a invité chaque communauté à nommer des personnes en qui elle avait confiance pour servir de médiateurs, plutôt que de proposer eux-mêmes des candidats. Chaque communauté a généré sa propre liste, et quatre individus figuraient dans les deux – trois leaders religieux et un représentant de la chefferie de Buhavu – qui ont ensuite été choisis pour diriger la médiation. Cette approche était délibérée, garantissant que ceux qui facilitaient le processus bénéficiaient de légitimité et de confiance dans les deux communautés.

Avec le soutien de NP, les médiateurs ont organisé un prédialogue avec un petit groupe de représentants communautaires afin de comprendre le contexte, d'entendre les griefs initiaux et d'identifier les premières voies de discussion. Tout au long de cette phase de préparation, et pendant le pré-dialogue, NP a maintenu un engagement protecteur avec les leaders communautaires pour surveiller les tensions et prévenir une escalade.

Le dialogue principal a eu lieu la semaine suivante, les 28 et 29 janvier 2026, dans une église protestante à Muhongoza – un lieu neutre et accessible, avec une légitimité morale pour les deux communautés. NP a soutenu le processus par une présence protectrice et un accompagnement, créant un espace sûr et de confiance pour l'échange où les participants se sentaient suffisamment en sécurité pour parler ouvertement et s'engager de manière constructive. Le dialogue était structuré autour de quatre principes :

1. **Une participation inclusive et représentative,** avec la présence et la voix de toutes les parties prenantes, y compris les autorités traditionnelles, les leaders communautaires, les jeunes, les femmes, les membres de la communauté d'accueil et les représentants des foyers déplacés, afin de réduire les asymétries de pouvoir et d'éviter toute perception d'exclusion ou de biais.

« Cette réunion est noble car une communauté divisée ne peut jamais avancer, c'est pourquoi nous avons répondu à l'invitation à écouter les deux parties et à formaliser cette médiation, car la réconciliation est une bonne chose et une bonne initiative. »
Jean de la Croix, secrétaire administratif territorial

« Nous avons laissé tout notre travail pour garantir que cette situation soit complètement résolue, c'est notre souhait [...]. Nous voulons écouter les questions brûlantes qui n'ont pas été résolues par le passé, et nous espérons enfin les trouver ensemble. »
Curé de la paroisse catholique d'Ihusi

2. **Libre expression des griefs,** dans un environnement sûr et respectueux. Chaque partie était encouragée à reconnaître sa part de responsabilité, à exprimer ses frustrations et à écouter activement les préoccupations de l'autre, sans jugement ni interruption.

3. **Communication sensible aux conflits,** intégrant des approches coutumières, religieuses et socioculturelles locales pour éviter la stigmatisation, désamorcer les discours conflictuels et renforcer les valeurs partagées de respect, de dignité et de coexistence pacifique.

4. **Des solutions menées par la communauté,** fondées sur des valeurs locales de paix, de pardon et de solidarité. Les discussions ont progressivement abouti à des compromis acceptables pour toutes les parties, formalisés par un acte de compromis signé servant de référence collective pour la prévention des conflits futurs.



Produits et résultats

Depuis le dialogue fin janvier 2026, aucun autre incident de conflit ou de violence n'a été signalé entre les deux communautés. Des changements sont également visibles dans les interactions quotidiennes – par exemple, les habitants de Katashola qui devaient attendre en dernier pour recevoir des jetons de déplacement des autorités locales sont désormais servis sans délai, indiquant un traitement plus équitable en pratique.

Accord de compromis signé et pardon collectif

Des demandes officielles de pardon ont été formulées et acceptées des deux côtés, notamment par les autorités locales, les leaders communautaires, les membres de la communauté d'accueil et les ménages déplacés. Ces engagements ont été formalisés dans un acte de compromis signé, ratifié par les parties, les médiateurs et les autorités coutumières et religieuses, qui sert désormais de référence collective et moralement contraignante pour la coexistence pacifique et la prévention des futures tensions.

Restauration de l'autorité coutumière

Le dialogue a officiellement restauré la légitimité du chef du village de Muhongoza et a réaffirmé le rôle central des structures coutumières dans la gestion des affaires communautaires – rétablissant les structures locales de résolution des différends qui s'étaient effondrées.

Restauration de la liberté de circulation et de l'accès aux ressources

Des engagements clairs ont été pris pour garantir un accès non discriminatoire aux terres agricoles et aux marchés, notamment par des accords transparents de métayer, et une pleine liberté de circulation pour tous. Ces engagements ont depuis été mis en œuvre en pratique. Avant le dialogue, les habitants de Katashola ne pouvaient pas accéder au marché de Muhongoza, limitant considérablement leur capacité à vendre des biens, tandis que les habitants de Muhongoza ne pouvaient pas accéder à leurs terres agricoles en raison des restrictions entourant le site de déplacement. Cela a changé : les habitants de Katashola peuvent accéder au marché, les femmes de Muhongoza dégageant activement des espaces pour eux, et les habitants de Muhongoza peuvent à nouveau traverser le camp pour atteindre leurs champs. Signe supplémentaire de ce changement, les communautés elles-mêmes ont décidé de renommer « camp Katashola » en « avenue Katashola », marquant l'intégration des ménages déplacés en membres du village de Muhongoza avec des droits et une reconnaissance égaux.

La contribution des femmes à la réconciliation

Les femmes des deux communautés ont joué un rôle crucial dans le processus de réconciliation. Plusieurs ont publiquement appelé à la fin des accusations mutuelles et à la reconstruction des relations sociales entre les familles. Leur engagement à transmettre des messages de paix au sein des communautés et des réseaux a contribué à consolider les accords au-delà de la salle de dialogue elle-même. Cette collaboration s'est poursuivie au-delà du dialogue. À la suite d'une discussion conjointe en groupe de discussion en mars 2026, des femmes des deux communautés ont approché NP pour demander leur soutien afin de créer une équipe conjointe pour la paix des femmes. Elles avaient déjà mobilisé 39 femmes dans les deux communautés, démontrant un sentiment croissant d'identité partagée et une volonté de travailler ensemble pour relever les défis futurs.

Ce qui a permis la réussite et les prochaines étapes

L'intervention de NP s'est distinguée par une approche inclusive, profondément ancrée dans la dynamique locale, promouvant une résolution durable des tensions sans recourir à la protection armée ni imposer de solutions extérieures. NP n'a pas « résolu » le conflit pour les communautés mais a créé des conditions sûres et favorables pour que les acteurs locaux en soient les véritables architectes.

- **La préparation, c'était le travail.** Les dix réunions de navette avant le dialogue formel n'étaient pas un échauffement. Dans un contexte de profonde méfiance, c'est là que les conditions pour un accord se construisaient. Rassembler les deux parties trop rapidement aurait probablement renforcé plutôt que réduit les tensions.
- **La légitimité venait de l'intérieur.** NP a demandé aux communautés de nommer leurs propres représentants. Les leaders religieux et les chefs qui se sont présentés détenaient le respect, la confiance et l'autorité locaux. Cela a contribué à faire du processus et de ses résultats les plus propres à la communauté.
- **Renforcer les capacités, pas la dépendance.** Par la facilitation, le soutien méthodologique et le mentorat des leaders locaux, NP a contribué au développement de compétences pratiques en communication non violente, écoute active, gestion des conflits et résolution de conflits. Ces capacités constituent désormais un capital social durable sur lequel les communautés peuvent s'appuyer face à de futurs conflits.
- **L'autorité coutumière était une question structurelle, non cérémonielle.** Le refus des habitants du camp de reconnaître le chef du village était à la fois un symptôme de la rupture et l'une de ses causes. Restaurer cette légitimité n'était pas accessoire, mais constituait l'une de ses tâches centrales.
- **Le dialogue s'est déroulé sans incitations matérielles.** Aucun participant n'a reçu de frais de transport ni d'autres paiements. Les gens sont venus parce qu'ils voulaient une résolution, reflétant une véritable propriété communautaire et remettant en question une hypothèse commune sur ce qui fait fonctionner les processus de dialogue. Lorsque les communautés s'engagent volontairement, elles sont plus susceptibles de respecter ce qu'elles ont accepté parce que le processus et ses résultats leur appartiennent. C'est au cœur de la Protection des Civils Désarmés : les communautés s'engagent parce qu'elles gagnent en sécurité, en dignité et en bien-être, et non en aide matérielle.
- **L'accord est un début, pas une fin.** La signature de l'acte de compromis ouvre une phase de consolidation, pas une conclusion. La présence protectrice continue et l'engagement en alerte précoce restent importants pour surveiller si les engagements tient, détecter tôt les nouvelles tensions et soutenir la communauté à ancrer un comportement pacifique dans la vie communautaire quotidienne.

« Nonviolent Peaceforce a accompli quelque chose d'extraordinaire. Personne ne pensait que ce dialogue pourrait réussir, tant que les deux camps du conflit restaient fermes. Cependant, le processus s'est déroulé dans une sérénité et une tranquillité remarquables, jusqu'à ce que des accords concrets soient parvenus. Ce dialogue n'a pas seulement apaisé les tensions, mais aussi changé notre façon de penser la résolution des différends... Nous avons appris une leçon profonde et significative : un dialogue structuré et neutre peut transformer même les situations les plus bloquées » Juvénal Rushisha, chef de Bushushu

